Fermeture anticipée de la centrale nucléaire de Fessenheim : Un mauvais coup pour le climat, une gabegie financière

Afin de se conformer à la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, EDF vient d'adresser au Ministre chargé de la transition écologique et solidaire et à l'Autorité de Sûreté Nucléaire, la déclaration de mise à l'arrêt définitif des deux réacteurs de la centrale nucléaire de Fessenheim, en février 2020 pour le réacteur n° 1 et juin 2020 pour le réacteur n° 2.

Cet arrêt prématuré décidé pour des raisons électoralistes par le précédent Président de la République d'une centrale en parfait état de marche, reconnue comme parfaitement sûre par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (grâce à l'engagement quotidien et au professionnalisme de centaines de personnes dont l'emploi va être supprimé) et qui aurait pu fonctionner encore 20 ans est un très mauvais coup pour le climat et une gabegie financière.

Un mauvais coup pour le climat : comme toute centrale nucléaire, son fonctionnement ne produit pas de CO2, qualité essentielle au moment où les prévisions du GIEC confirment que la « Maison brûle » beaucoup plus vite qu'on ne le pensait. Cet arrêt est donc totalement incohérent avec les grands engagements et discours internationaux sur le climat et l'ambition de neutralité carbone en 2050.

Une gabegie financière: la France étant un État de droit, la fermeture pour raisons politiques d'une installation industrielle en état de marche donne lieu à indemnisation de son exploitant. Ce qu'a confirmé le Conseil constitutionnel dans le cas présent. Cette indemnisation comprendra environ 400 millions d'euros payés dans un premier temps et une compensation du manque à gagner jusqu'en 2041, échéance jusqu'à laquelle la centrale aurait pu fonctionner, qui dépendra des prix futurs de marché de l'électricité et pourrait atteindre jusqu'à plusieurs milliards d'euros.

Il va donc falloir expliquer au consommateur-contribuable (souvent le même) qu'une installation en parfait état de marche, qu'il a payée au travers de ses factures d'électricité au fil des années et qui lui appartient donc, va être fermée prématurément pour des motifs purement politiques. Et qu'on va en plus lui demander de payer, lui et ses enfants, jusqu'à plusieurs milliards d'euros d'ici 2041 pour cette fermeture.

... Qui n'est pas neutre pour le climat : ces milliards gaspillés en pure perte sont autant de moins qui pourront être investis pour réduire efficacement les émissions de CO2. Notamment pour rénover les bâtiments, deuxième secteur d'émissions du pays après les transports et qui va nécessiter des investissements extrêmement lourds. Ces sommes auraient par exemple permis d'augmenter massivement les aides aux solutions de chauffage décarbonées pour les ménages modestes, alors que le gouvernement les réduit de moitié dans son dernier projet de réforme du CITE (crédit d'impôt pour la transition énergétique). Où est la cohérence des objectifs climatiques ?

Oui, monsieur Chirac, la maison brûle et la France gaspille son argent!